

# Huit syndicats de la Santé en colère

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5532 - Lundi 6 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Béjaïa

## Le transport en commun paralysé à Akbou

Page 2

D' Ghrieb Sifi : «Nous devons agir vite et efficacement pour relancer l'investissement»

## Le foncier, contrainte majeure pour l'investissement

Page 2

### La stratégie de Biden du bord de l'abîme

Par Mohamed Habili

**A**près le sommet virtuel sino-américain du 15 novembre, la conversation téléphonique Biden-Poutine, programmée pour demain, en vue du même objectif déclaré par le président américain que lors des échanges avec le président Xi Jinping : faire baisser la tension accumulée ces derniers temps entre leurs deux pays, faire en sorte que nul incident ne se produise dont les conséquences seraient incalculables. Avec la Chine, le risque semblait grand, il y a de cela quelques jours, qu'elle lance son armée sur Taïwan, en réponse justement à des provocations américaines effectuées tout près de ses côtes. Là-dessus le président américain a proposé à son homologue chinois un sommet virtuel pour discuter à tête reposée des sujets explosifs qui opposaient leurs deux pays. Sans doute d'ailleurs moins pour protester de ses bonnes intentions, malgré la relative clarté de ses actes, que pour obtenir l'assurance que la Chine n'était pas de leur fait à la veille d'un envahissement de Taïwan. Il était d'autant plus en droit de s'attendre à pareille conclusion qu'après tout son pays n'avait franchi aucune des lignes rouges que les Chinois considéraient des casus belli.

Suite en page 3

### Conseil des ministres/Importation des véhicules

# Tebboune ordonne la révision immédiate du cahier des charges



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi et de décrets et à la présentation d'exposés relatifs aux secteurs de la recherche scientifique, des startup et des télécommunications ainsi qu'au suivi des préparatifs des Jeux Méditerranéens prévus en 2022 à Oran. Page 2

Université algérienne

## La promotion des encadreurs permet d'améliorer le rendement

Page 3

Spectacle de flamenco à l'Opéra d'Alger

## «A Tierra» chaleureusement applaudi

Page 7

Conseil des ministres/Importation des véhicules

# Tebboune ordonne la révision immédiate du cahier des charges

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi et de décrets et à la présentation d'exposés relatifs aux secteurs de la recherche scientifique, des startup et des télécommunications ainsi qu'au suivi des préparatifs des Jeux Méditerranéens prévus en 2022 à Oran.

Par Aomar Fekrache

Lors de cette réunion, le Président a donné un ensemble d'instructions liées, en premier lieu, à l'Académie algérienne des sciences et technologies. Il a enjoint de réunir les conditions pour la réussite de cette instance à travers le parachèvement de son installation suivant sa nouvelle organisation, sa composition, son fonctionnement et ses missions. Comme il a instruit de s'orienter vers la conclusion d'ac-

cords de jumelage et de partenariats internationaux avec des académies internationales ayant des critères similaires à ceux de l'Académie algérienne dont le rôle doit être promu à travers les médias. Le chef de l'Etat a appelé à œuvrer à répercuter l'impact positif de l'Académie sur le système éducatif et la recherche scientifique et insisté sur l'institution d'un règlement intérieur à la hauteur de la place de l'Académie en tant que plus haute instance scientifique dans le pays. Concernant les préparatifs pour les jeux méditerranéens 2022 à Oran, M. Tebboune a chargé le ministre de la Jeunesse et des sports du suivi et du constat sur le terrain de façon hebdomadaire pour s'enquérir du rythme d'avancement des travaux, en coordination avec le wali d'Oran, et soumettre au Premier ministre, ministre des Finances des rapports précis et transparents, en présentant un état des lieux mensuel au Conseil des ministres. Il a aussi donné instruction de créer dans l'immédiat une instance chargée du suivi des préparatifs avec la participation de personnalités hautement qualifiées et expérimentées dans la gestion des manifestations sportives internationales. Il est également question de répartir les responsabilités et veiller à une coordination constante avec les autorités locales et tous les acteurs et lan-

cer une consultation internationale pour la sélection d'opérateurs en matière de matériel sportif. Le Président n'a pas manqué, en outre, d'appeler à veiller à assurer aux athlètes algériens tous les moyens afin de les préparer et améliorer leur niveau pour s'adjuger les premières places en termes de médailles pour honorer l'emblème national. Au sujet de la connexion à Internet, le Président de la République a valorisé l'amélioration du débit internet réalisée depuis 2020. Il a recommandé de créer de nouveaux câbles sous-marins internationaux pour la connexion à Internet avec des pays européens et remplacer les câbles en cuivre par la fibre optique dans les plus brefs délais. Comme il a insisté sur la nécessité d'améliorer et de renforcer le débit internet, notamment au niveau des établissements financiers pour encourager le paiement électronique dans divers domaines. Au sujet des perspectives de développement de l'économie de la connaissance et des startups et après avoir salué la percée réalisée par les startups en tant qu'enjeu pour diversifier l'économie nationale et ouvrir la voie aux jeunes créateurs en vue de la création d'entreprises performantes et des emplois, le Président a enjoint les ministres de l'Industrie et du Commerce ainsi que les ministres délégués



Ph/D. R.

chargés des startup et des micro-entreprises de préparer l'organisation, pour début 2022, d'un salon international consacré à la présentation des expériences des micro-entreprises et l'échange d'expériences avec d'autres pays. Le Président Tebboune a affirmé, par ailleurs, la prise en charge par l'Etat de la protection des brevets d'invention des jeunes Algériens. Il a en outre ordonné d'octroyer davantage d'incitations aux jeunes pour la création des startups et mettre en lumière leurs expé-

riences réussies à travers les médias. Aussi, il a exigé la révision immédiate du cahier des charges fixant les conditions d'importation des véhicules et l'accélération de l'annonce des concessionnaires agréés, insistant sur l'impératif de fournir, au niveau régional et dans les grandes villes, un réseau de services après-vente en tant que condition pour accepter leurs dossiers. Il a également rappelé que la loi n'interdisait pas l'importation individuelle de véhicules.

A. F.

## Béjaïa Le transport en commun paralysé à Akbou

LES TRANSPORTEURS de voyageurs de la vallée de la Soummam, dont ceux desservant les autres communes à partir et/ou vers la ville d'Akbou, étaient en grève hier, afin de protester contre les mauvaises conditions de travail auxquelles ils sont confrontés. Ce mouvement de grève, initié par la coordination de la daïra d'Akbou de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), affiliée à l'Ugta, a touché de nombreuses municipalités, notamment les communes de Sidi-Aich, Ouzellaguen, Tzamt, Ighil-Ali, Seddouk, Tamokra, Chellata, Bouhamza, Boudjellil, Amalou, entre autres. Les protestataires ont relevé un nombre important de points handicapant leur profession, dont l'insécurité régnant au niveau de la gare routière de la ville, le manque d'hygiène et l'insalubrité persistante dans ses espaces, l'occupation des lieux par des conducteurs des deux roues et autres personnes qui n'ont aucune relation avec le transport. Les transporteurs exigent l'amélioration de la situation dans laquelle ils évoluent et l'aménagement des rues délabrées et impraticables au niveau du centre-ville. Un programme d'aménagement est, en effet, inscrit mais tarde à être lancé. Ce débrayage qui a complètement paralysé le transport en commun dans la région de la haute vallée de la Soummam, a pénalisé principalement les usagers, notamment les travailleurs et les élèves qui font tous les jours la navette entre leurs communes et Akbou, devenue un grand pôle urbain et industriel de la région.

H. Cherfa

## Bilan des dernières 24 heures

### 172 nouveaux contaminés et 7 décès

L'Algérie a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre de cas que le bilan d'hier (7), portant à 6 103 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 172 cas, soit 13 cas de moins par rapport au bilan d'hier (185), pour atteindre, au total, 211 469 cas confirmés.

R. N.

D' Ghrieb Sifi : «Nous devons agir vite et efficacement pour relancer l'investissement»

## Le foncier, contrainte majeure pour l'investissement

L'accès au foncier industriel représente un obstacle majeur en Algérie. Les spécialistes qualifient le foncier comme une contrainte majeure à l'investissement et, par voie de conséquence, à la relance économique.

Cette situation est perçue par le président-directeur général de l'Université industrielle, le D' Ghrieb Sifi, comme un frein à la promotion de l'investissement, alertant sur l'urgence de relancer la machine économique. «L'année 2022 sera une année de la performance industrielle, et nous devons aller vite», a-t-il espéré.

Ce qui nécessite justement de mettre en place un dispositif de gestion du foncier. Avant-hier, le président de la République a annoncé la création d'une Agence nationale dédiée au foncier industriel. Sa création intervient en réponse à la problématique du foncier industriel en Algérie.

En comparaison avec l'ancienne Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref), ce nouvel organe aura «davantage de prérogatives, plus de transparence, et permettra aux industriels d'accéder plus facilement aux parcelles adéquates à leurs investissements», a expliqué le D' Ghrieb Sifi. La transparence sera assurée par «un travail de recensement déjà engagé au niveau de l'ensemble des zones industrielles du pays, ce qui permettra d'orienter les investissements», a estimé le D' Ghrieb Sifi, insistant sur l'importance de «la numérisation, qui compte parmi les moyens les plus adéquats pour la transparence et la rapidité de traitement des demandes». Il a qualifié la numérisation de «clé efficace pour bannir les pratiques bureaucratiques, garantissant une transparence dans la gestion du foncier industriel et assurer un traitement rapide des demandes d'investissement». Après avoir achevé l'édifice institutionnel,

maintenant «la volonté politique est suffisante pour lever les contraintes». Selon lui, il suffit de «réajuster les méthodes d'attribution du foncier». Il a préconisé, dans une première étape, de faire une évaluation du foncier existant pour voir s'il est adéquat aux investissements actuels. «Nous devons agir sur les infrastructures existantes, voir ce qu'elles contiennent comme source d'énergie et autres utilités, et les préparer pour d'éventuels investissements». Dans une deuxième étape, «il faut simplifier la procédure administrative pour l'accès au foncier et réduire les délais de son attribution», a relevé D' Ghrieb Sifi, qui compte sur la collaboration de l'ensemble des autres départements ministériels, représentés lors des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle, réunis dans 4 ateliers qui feront leurs recommandations. «Il y a lieu aussi d'assurer une stabilité juridique en la matière et de simplifier les textes de

lois», a souligné le D' Sifi sur les moyens à déployer pour rattraper le gap industriel. Il a mis en exergue l'importance d'une stratégie multisectorielle pour faciliter l'investissement.

Pour le président-directeur général de l'Université industrielle, le reverse-engineering est un outil très approprié pour une véritable relance industrielle nationale. «Il y a quelque chose de très important à lancer en urgence pour une véritable relance industrielle et pour libérer les initiatives, c'est le reverse-engineering, qui en est un outil très approprié», a déclaré le D' Sifi à la Radio algérienne, à propos des nouvelles mesures à prendre pour la relance de l'industrie nationale. Le reverse-engineering est un procédé consistant à maîtriser le fonctionnement d'une machine fabriquée à l'étranger, en vue d'en réaliser une semblable en tous points de vue à l'échelle locale, a-t-il ajouté.

Louisa A. R.

Journée de protestation nationale demain

# Huit syndicats de la Santé en colère

■ Réclamant une augmentation substantielle des salaires et l'application des mesures prises par le président de la République, huit syndicats du secteur de la Santé ont annoncé l'organisation d'une journée de protestation le mardi 7 décembre à travers le territoire national.

Par Thinhinane Khouchi

C'est dans le cadre de la Coalition nationale des syndicats de la santé (Cnss) que huit syndicats du secteur ont décidé d'organiser une action collective pour améliorer la situation des travailleurs du secteur. En effet, dans un communiqué signé par les présidents de ces syndicats, on annonce d'abord la création de la Coalition en question qui est imposée par «les préoccupations majeures qui frappent les professionnels de la santé». Selon le Docteur Mohamed Youf, coordinateur de la naissante structure syndicale (Cnss), «les représentants de la Coalition syndicale ont été tous unanimes sur l'urgence d'asseoir les jalons d'un dialogue sérieux et concret en raison de la crise profonde et de la situation particulière que traverse le secteur de la Santé».

Plusieurs revendications et préoccupations ont été soulevées par les huit syndicats de la santé. Les problèmes socioprofessionnels viennent en première position, de par ce que vivent les professionnels du secteur de la Santé comme une situation critique en la matière.

Le Cnss exige une augmentation substantielle des salaires pour faire «face à l'importante érosion du pouvoir d'achat et à une inflation non maîtrisée», précisent les coordinateurs de la Coalition nationale des syndicats de la santé.

Les syndicalistes de la Cnss demandent l'application des mesures annoncées par le président de la République en «faveur des travailleurs, avec revalorisation substantielle du point indiciaire et l'accélération de la révision des statuts particuliers des différents corps de la santé des régimes indemnitaires y afférent», martèlent-ils.

D'autres revendications ont



Ph.D. R.

été énumérées par la Cnss, à savoir l'accélération de la mise en place de l'assurance globale (100 %), l'application de la bonification de l'âge de départ à la retraite en fonction des années travaillées dans le Covid-19 et du capital décès au profit des travailleurs décédés dans l'exercice de leur fonction.

À cela s'ajoute la demande de versement de la 4<sup>e</sup> tranche de la «prime Covid pour les travailleurs qui ne l'ont pas encore reçue et des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> tranches dans les plus brefs délais et de mettre en place les mécanismes nécessaires pour le versement régulier de cette prime», a souligné le coordinateur, Docteur Salah Laouar. Afin de satisfaire leurs revendica-

tions, les huit syndicats formant la Coalition nationale ont souligné boycotter les Assises nationales sur la santé. Outre le boycott, la Cnss a décidé d'une journée de protestation à l'intérieur des établissements de santé, le mardi 7 décembre, à travers le territoire national.

La protestation débutera à 10h et prendra fin à 12h. Cette décision est justifiée, selon les représentants de la Cnss, par le fait que la tutelle tergiverse et ne veut pas matérialiser d'une manière concrète les mesures du président de la République, quant au règlement définitif des revendications socioprofessionnelles des professionnels de la santé. Enfin, concernant les huit syndicats affiliés à la fédération,

il s'agit du Syndicat autonome des biologistes de la santé publique (Sabsp), Syndicat des infirmiers algériens (SIA), Syndicat national autonome des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation de santé publique (Snaamarsp), Syndicat national algérien des psychologues (Snapsy), Syndicat national autonome des sages-femmes algériennes de santé publique (Snasfasp), Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (Snmgs), Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (Snpep) et le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snpsps).

T. K.

Université algérienne

## La promotion des encadreurs permet d'améliorer le rendement

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé que les promotions dont bénéficient les encadreurs pédagogiques permettaient d'améliorer le rendement scientifique de l'Université algérienne et de relever son classement mondial.

Dans une allocution, lors de l'annonce des résultats de la 46<sup>e</sup> session de la commission universitaire nationale de promotion des maîtres de conférences de classe «A» au grade de professeur de l'enseignement supérieur (920 promotions), M. Benziane a précisé que les pro-

motions dont bénéficient les encadreurs pédagogiques dans tous les domaines et spécialités permettaient d'améliorer le rendement pédagogique et scientifique de l'Université algérienne.

Les promotions favorisent aussi l'amélioration du classement et de la visibilité de l'Université algérienne à l'échelle internationale, de même qu'elles contribuent au développement de la formation et de la recherche scientifique à travers les recherches et les contributions scientifiques de cette élite, publiées dans des revues nationales et internationales de renommée, a ajouté le ministre.

Selon lui, un enseignement supérieur de qualité requiert des professeurs qualifiés à même de produire des connaissances et des brevets d'invention et de réaliser des découvertes au service de l'individu et de la société.

Le ministre a présenté, à cette occasion, les résultats de la 46<sup>e</sup> session de la Commission universitaire nationale qui a donné lieu à la promotion de 920 maîtres de conférence classe «A» au grade de professeur de l'enseignement supérieur, parmi 1 004 dossiers déposés via la plateforme numérique, indiquant que le taux de réussite a atteint 76,20 % dans divers domaines.

Il s'agit des filières des sciences et de la technologie avec un taux de 83,60 %, soit 331 professeurs et les filières des sciences humaines et sociales avec un taux de réussite de 70,61 %, soit 370 professeurs, a précisé le ministre. 84 dossiers de candidature ont été rejetés, car ne remplissant pas les conditions juridiques.

219 dossiers ont été ajournés après évaluation, soit un taux de 23,80 %. Ces promotions ont permis d'augmenter le nombre des encadreurs universitaires à 10 260 professeurs de l'enseignement supérieur.

Mahi N.

### LA QUESTION DU JOUR

## La stratégie de Biden du bord de l'abîme

Suite de la page une

Si lui-même, ou quelque autre membre de son administration, déclarait par exemple que les Etats-Unis reconnaîtraient l'indépendance de Taïwan si celle-ci était proclamée, ou si Taïwan, prenant tout le monde au dépourvu, la proclamait, alors oui, il ne se ferait aucune illusion, il saurait très exactement de quel bois se chaufferait la Chine. Par chance, on n'en est pas là, du moins pas encore. Avec la Russie, le problème est du même ordre, sauf que dans son cas, l'invasion à prévenir a déjà été accomplie à moitié, celui de la Crimée, et qu'il faille non pas tant faire restituer celle-ci qu'empêcher que tout l'Ukraine y passe. A la suite d'actes provocateurs de l'Otan dans ses parages, la Russie a massé ce qui a tout l'air d'être une armée d'invasion le long de ses frontières avec l'Ukraine. A en croire les autorités ukrainiennes, cette invasion se produira au début de l'année prochaine, en janvier, ou en février au plus tard. Ce qui, explique-t-elle, rend d'autant plus nécessaire son intégration à l'Otan. Or si pour la Chine la ligne dont le franchissement signifie la guerre, c'est l'indépendance de Taïwan, pour la Russie, c'est l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. C'est en quelque sorte pour s'enquérir de l'état d'avancement de ce projet que Joe Biden a proposé à Vladimir Poutine, non pas certes un sommet comme avec Xi Jinping, parce que ce serait lui faire trop d'honneur, son pays n'étant plus, à son sentiment du moins, une superpuissance digne de ce nom, mais une simple conversation par vidéoconférence. La dernière fois que les deux hommes s'étaient vus, c'était à Genève en juin dernier, une occasion qui leur avait permis de régler quelques questions en suspens, dont le retour à leurs postes de leurs ambassadeurs, rappelés auparavant sur initiative américaine. Ils s'étaient reparlés quelque temps plus tard au téléphone. Il faut savoir qu'auparavant, il était arrivé au président russe de signifier à son homologue américain qu'il était en train de franchir la ligne rouge relative à l'Ukraine, ce qui revenait à la pousser à envahir celle-ci. C'est justement pour savoir à quoi s'en tenir exactement sur ce point que Biden veut un échange direct avec Poutine. En juin à Genève, il s'était excusé de l'insulte faite au président russe, comme quoi il était un tueur, en lui faisant des cadeaux, ce que peu de personnes ont su. Cette politique s'appelle en américain «brinkmanship», un mot sans équivalent en français, qu'on peut approximativement rendre par «stratégie du bord de l'abîme».

M. H.

Algérie/Japon/Coopération

# Vif intérêt des Japonais pour des partenariats avec des Algériens

■ L'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira, a exprimé, samedi à Oran, le «vif intérêt» d'opérateurs japonais pour des partenariats avec leurs homologues algériens dans plusieurs domaines, dont les télécommunications, l'industrie pharmaceutique et la santé.

Par Hocine H.

Nombre d'opérateurs économiques du Japon souhaitent l'instauration de partenariats avec des Algériens, a indiqué à l'APS Kono Akira, en marge de la cérémonie de décoration du P Nasreddine Berrached de l'Ordre du Soleil levant, Rayons d'Or en Sautoir tenue à l'auditorium de l'Université des Sciences et de la technologies d'Oran. «Le secteur de l'industrie automobile demeure un des principaux domaines qui suscite l'intérêt des opérateurs nippons», a-t-il fait savoir, déclarant : «Notre intérêt pour l'industrie automobile est bien connu et on attend la révision du code de l'investissement en Algérie».

«Les efforts en Algérie pour l'amélioration du climat des affaires sont importants pour les opérateurs économiques japo-

nais», a affirmé l'ambassadeur du Japon, annonçant la visite d'hommes d'affaires japonais en Algérie après la stabilisation de la situation sanitaire dans le monde, dans le cadre de la volonté des deux pays de promouvoir la coopération bilatérale.

Qualifiant d'«excellentes» les relations bilatérales entre le Japon et l'Algérie, M. Akira a mis en exergue les récents efforts pour redynamiser l'activité diplomatique, rappelant la «longue histoire des relations amicales qui lient les deux pays et que le Japon est l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance de l'Algérie en 1962». Le diplomate japonais a exprimé, dans ce sens, son souhait de saisir le soixantième anniversaire célébrant les relations entre l'Algérie et le Japon en 2022 pour renforcer la collaboration entre les deux pays.

H. H.



Gharđaia

## Tenue prochaine d'un atelier dédié à l'accompagnement des safraniers

Un atelier dédié à l'accompagnement de l'action des jeunes cultivateurs de safran de Gharđaia sera organisé dans le courant du mois de janvier prochain, a-t-on appris auprès de l'équipe de recherche du Centre de recherche en économie appliquée et développement (Cread).

Adapté aux spécificités de la filière du safran, cet atelier thématique agricole réunira les safraniers de la wilaya de Gharđaia et portera sur les bonnes pratiques culturelles du safran et techniques de sa valorisation, ainsi que l'irrigation rationnelle pour une agriculture durable en zones arides, a fait savoir le chef de l'équipe de recherche du Cread, Ahmed Benmihoub.

Initié dans le cadre du projet dénommé «MASSIRE 2019-2023», coordonné par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et financé par le Fonds

international de développement agricole (FIDA), ce projet vise à renforcer les capacités des acteurs des zones oasiennes et arides du Maghreb à travers une approche participative.

Le but étant de développer et mettre en œuvre des innovations permettant un développement durable et d'améliorer les capacités des jeunes ruraux issus de l'agriculture familiale, par la formation et la mise en réseau, selon la fiche technique du projet.

L'introduction d'une culture peu consommatrice d'eau avec un fort potentiel de valorisation économique, notamment le safran dans la région de Berriane, est une innovation qui s'adapte nécessairement pour faire face aux changements environnementaux et sociétaux et assurer l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Une équipe de chercheurs du Cread a effectué des visites dans les différentes zones de Gharđaia pour le lancement du

projet «MASSIRE» qui a accusé un retard suite à la pandémie de coronavirus.

Ce projet cible uniquement des actions d'identification des innovations prometteuses pour le développement agricole et la gestion de l'eau dans les zones oasiennes et arides du Maghreb, la conception avec des collectifs d'acteurs locaux des dispositifs d'analyse de ces innovations, pouvant inclure une expérimentation et renforcer les capacités des acteurs, notamment les jeunes (femmes et hommes) issus de l'agriculture familiale et leur connexion durable aux systèmes d'innovation agricole et rurale, a-t-on expliqué.

La région de Gharđaia a été choisie comme zone-pilote pour accompagner les jeunes ayant des innovations techniques dans les domaines agricole, hydraulique (goutte à goutte enterré, nouvelles technologies de pompage solaire, réutilisation des eaux usées traitées) et

organisationnel (gouvernance de l'eau, systèmes d'innovation), a expliqué le chercheur du Cread.

Plusieurs innovations ont été effectuées par les jeunes de cette wilaya, notamment la réintroduction après recyclage de fertilisants organiques issus de déchets humains, en plus de la lutte contre la dégradation de la nappe et l'intégration de technologies modernes de pompage d'eau captée à partir des puits d'irrigation collectifs en dehors des périodes pluviales. La valorisation des dattes de variétés communes à travers la confiserie, l'innovation technique dans le cadre d'une initiative individuelle de dérivation et de stockage des eaux de crue ainsi que l'agrotourisme familial, ont fait également objet d'innovations prometteuses par les jeunes en vue d'accroître les revenus familiaux et la réduction du gaspillage d'eau.

APS

Journée internationale des personnes handicapées

## Ooredoo et Faph plaident pour l'autonomisation et la scolarisation des enfants handicapés

Ooredoo, entreprise citoyenne, et son partenaire la Fédération algérienne des personnes handicapées (Faph) célèbrent la Journée internationale des personnes handicapées coïncidant avec le 3 décembre de chaque année, placée cette année sous le thème : «Leadership et participation des personnes handicapées pour construire un monde post-Covid-19 inclusif, accessible et durable».

Cette journée onusienne rappelle le solide partenariat liant Ooredoo à la Faph qui s'est décliné en plusieurs projets concrets en faveur des personnes vivant avec différents

types de handicap. Dans ce sillage, Ooredoo soutient, en effet, un programme ambitieux lancé par la Faph baptisé : «Service d'accompagnement à l'autonomie et à la scolarisation des enfants handicapés (Saaseh)». Ce projet a permis, durant la première année de sa mise en œuvre en 2017, d'accompagner et d'aider des enfants handicapés en leur octroyant des aides techniques, de l'appareillage, du mobilier ainsi que des supports adaptés (téléphones, laptop, fournitures scolaires adaptées, tables et chaises aménagées).

A la faveur de leur partenariat renouvelé en 2021, Ooredoo accompagnera la

Faph dans la relance, prochainement, de ce service d'accompagnement en faveur des élèves de 3 à 16 ans en situation de handicap. Commentant ce programme partenariat, M<sup>me</sup> Atika El Mamri a déclaré : «Le service a pour mission de rapprocher les dispositifs publics existants et de créer un réseau de professionnels rassemblant une équipe pluridisciplinaire de la solidarité, de la santé, de la réadaptation et de l'éducation et également de réunir autour de l'enfant handicapé une panoplie de dispositifs complémentaires appropriés pour faciliter son insertion scolaire, à travers notamment des programmes de socialisation, des

aides techniques à la locomotion, des appareillages, des auxiliaires scolaires, des logiciels d'interface à l'enseignement et du matériel didactique». Pour sa part, le directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : «Ooredoo poursuit son engagement aux côtés de la Fédération algérienne des personnes handicapées en soutenant plusieurs projets et actions, dont le programme d'accompagnement à l'autonomie et à la scolarisation des enfants handicapés. Ce projet revêt un caractère doublement important puisqu'il permet de garantir un accès facilité à un droit fondamental pour chaque citoyen, à

savoir l'éducation et aussi parce qu'il cible les enfants qui sont l'avenir de la société. Ooredoo réitère son soutien indéfectible à la fédération dans ses nobles missions». Et pour accompagner la célébration de cette journée onusienne, Ooredoo a lancé une campagne de communication avec le message : «Mon handicap, mon inspiration». Pour rappel, Ooredoo et la Faph ont signé en 2015 un contrat de partenariat, renouvelé en 2020 puis en 2021. Ce partenariat prévoit l'accompagnement de la Faph dans la mise en œuvre de son programme d'actions en faveur des personnes handicapées.

Communiqué

Conférence nationale sur la relance industrielle

# Des experts plaident pour une approche renouvelée

■ Plusieurs experts et économistes ont plaidé, samedi à Alger, pour une approche renouvelée de la gouvernance de la politique industrielle, permettant une relance de l'industrie nationale et l'augmentation de sa part dans le produit intérieur brut (PIB).

Par Salem K.

Intervenant au cours des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle, ouverts samedi, l'enseignant universitaire Hacem Bouklia a appelé à «concevoir la politique industrielle autour d'un dialogue entre l'ensemble des parties prenantes, autour d'objectifs et d'engagements communément partagés».

Il a ainsi préconisé de «sortir de l'élaboration de la politique industrielle sur la base d'un ensemble de mesures formalisées qui a montré ses limites», soulignant la nécessité d'adopter «une approche renouvelée de la gouvernance de la politique industrielle basée sur un processus dynamique».

Cette démarche, explique-t-il, permettra «un regain de confiance essentiel pour l'investissement et la croissance industrielle accélérée», ce qui contribuera à la réalisation de l'objectif d'atteindre une part dépassant les 10 % de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB), comme souligné par le président de la République, au lieu de 5 à 6 % actuellement.

Pour sa part, l'expert économique, Mohamed Hachmaoui, s'est focalisé, dans sa communication sur «le climat des affaires, l'attractivité et les investissements en Algérie», sur les mesures nécessaires pour encourager les investissements industriels, entre autres, un cadre juridique «stable et homogène», un environnement administratif «sans bureaucratie», ainsi que la facilitation des démarches de création, d'autorisations et d'attribution des différents services en lien avec l'investissement, notamment à travers la numérisation.

Faisant état d'une dominance du secteur public en matière d'investissements, M. Hachmaoui a recommandé «un profond diagnostic du climat des affaires algérien auquel déboucheront des réformes de base», soulignant la nécessité de la mise en place de structures dédiées à l'information économique au niveau de toutes les administrations et institutions relevant du secteur économique.

Intervenant à la même occasion, le directeur général du World Trade Center d'Alger, Ahmed Tibaoui, qui a énuméré l'historique des restructurations de l'industrie algérienne, depuis le lancement des industries lourdes dans les années 70 jusqu'à la mise en place des groupes industriels à partir des années 2000, a insisté sur «l'impératif de revoir le rôle de l'Etat à l'ère de l'économie de marché».

Il a, dans ce sillage, préconisé le passage vers l'économie de



connaissance et l'innovation ainsi que la mise en place de mécanismes d'incitation permettant d'améliorer le climat des affaires et multiplier les investissements.

Par ailleurs, au cours des débats ayant suivi ces communications, les intervenants ont souligné la nécessité de l'établissement de pactes d'actionnaires avec les partenaires étrangers, notamment en matière de transfert technologie, assurant «un réel transfert du savoir vers l'Algérie».

Les débats ont également porté sur l'absence d'un système de statistiques efficace, l'ancienneté du système bancaire national inadapté aux nouveaux besoins de l'économie nationale, l'impératif de dépenalisation de l'acte de gestion, ainsi que la nécessité de libérer les initiatives, tant dans le secteur privé que public.

Ces débats se sont poursuivis hier sous forme d'ateliers consacrés à plusieurs thématiques, à savoir le soutien aux entreprises, la promotion de la production nationale et les exportations, l'amélioration de l'environnement de l'investissement et la disponibilité du foncier, la gouvernance des entreprises publiques économiques et le rôle de l'Etat en tant que contributeur, ainsi que l'intégration, la diversification et la promotion de la compétitivité.

La Conférence nationale sur la relance industrielle, qui a débuté ses travaux samedi à Alger, sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ambitionne de mobiliser les compétences nationales, locales et à l'étranger, pour booster la croissance de l'industrie et l'économie

nationale.

Organisé par le ministère de l'Industrie, cet événement de trois jours verra la présentation d'un projet de plan d'action à débattre et à enrichir en vue de son adoption en tant que feuille de route par tous les acteurs économiques et administratifs pour relancer la croissance de l'industrie en Algérie, a indiqué le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Il a également assuré, en marge de cet événement, que les recommandations issues de cette Conférence seront prises en considération dans le projet du nouveau code d'investissement, actuellement en cours de maturation.

## 4 ateliers pour sortir avec une stratégie de relance du secteur

Les participants à la Conférence nationale sur la relance industrielle, qui a débuté samedi au Palais des nations, animent depuis hier quatre ateliers visant à sortir avec une stratégie de relance du secteur pour renforcer l'économie nationale.

Dans le cadre de la Conférence nationale sur la relance industrielle, quatre ateliers sont à pied d'œuvre depuis hier au Centre international de conférences (CIC) pour trouver des solutions adaptées à la situation actuelle du pays en tirant parti des expériences passées en associant tous les acteurs concernés à la mise en œuvre du plan d'action du secteur de l'Industrie.

Le premier atelier sera consacré au soutien aux entreprises et à la promotion de la production nationale et des exportations. Il

sera question des moyens de rééquilibrer la balance économique en trouvant une alternative aux importations et en diversifiant les exportations.

Le deuxième atelier sera consacré au dossier de l'amélioration du climat d'investissement et il sera question des mesures à même de promouvoir les investissements, d'améliorer l'offre de foncier industriel et de financement de l'investissement.

Lors de cet atelier, la question de l'investissement productif et le rôle que jouent les différentes banques et différents établissements financiers en la matière, a été abordée.

Le 3<sup>e</sup> atelier abordera le thème de «la gouvernance des entreprises publiques économiques et le rôle de l'Etat», d'au-

tant que les participants devront fournir dans l'atelier des recommandations concordantes avec les exigences de l'étape actuelle, avec la garantie de retour de la croissance du secteur industriel à la lumière des enseignements, des expériences précédentes et des objectifs du Plan du gouvernement. S'agissant du 4<sup>e</sup> atelier, les participants ont abordé le dossier de «l'intégration, de la diversification et du développement de la compétitivité», à travers le débat des modalités d'encadrement de l'écosystème et du système technique national, du développement des capacités et des canaux de soutien à l'industrie, du système national de la qualité, de la formation dans les métiers de l'industrie et de la réalité et perspectives du financement bancaire.

Dans son allocution d'ouverture devant les participants à la conférence, M. Tebboune a affirmé que les recommandations et les propositions qui couronneront les travaux de cette rencontre feront «l'objet d'examen et d'un intérêt particuliers» et que le gouvernement œuvrera à réaliser tout ce qui est de nature à relancer le développement industriel sur des bases rationnelles et durables.

Il a affirmé que la performance de l'administration centrale et locale dans tout ce qui a trait au développement industriel, fera l'objet d'une évaluation périodique. A ce propos, il dira que «notre objectif est de booster le développement industriel et de faciliter la participation de tous les opérateurs à cet effort, afin que nous puissions reconstruire une industrie nationale moderne et forte à la hauteur de ce pays grandiose».

S. K.

## Rattrapé par le coup de froid sur les marchés Le bitcoin s'effondre soudainement

Le bitcoin a perdu 10 000 dollars en moins d'une heure dans la nuit de vendredi à samedi, soit près de 20 %, avant de se reprendre un peu mais restait affecté par la prudence prévalant sur les marchés financiers. Vers 16h00 GMT samedi, la devise virtuelle s'échangeait à 48 210 dollars, en baisse de 10 % par rapport à vendredi soir. Vers 05h00 GMT, il avait soudainement chuté jusqu'à 42 296 dollars, sans explication particulière a priori. «Les cryptomonnaies ont été bouclées par les conditions de risque plus larges liées au variant Omicron et aux attentes d'une politique monétaire aux Etats-Unis plus agressive, mais ont vraiment commencé à piquer de nez vendredi, dans le sillage de la baisse sur les marchés des actions», a commenté Martha Reyes, qui dirige la recherche de la plateforme d'échanges de cryptomonnaies Bequant. Les principaux indices de Wall Street ont de fait terminé dans le rouge vendredi, tirés par la faiblesse des valeurs technologiques. Le repli du bitcoin, habitué aux mouvements violents, n'est pas complètement surprenant dans la mesure où la devise évolue depuis fin novembre dans une fourchette d'échanges limitée et que certains investisseurs ont pu vouloir dénouer certaines positions, estime M<sup>me</sup> Reyes dans une note. Même sentiment pour Anto Paroian, du fonds spécialisé dans les cryptomonnaies ARK36.

R. E.

## Histoire

# Le discours de John Kennedy, un «tournant décisif» dans l'histoire de la Révolution nationale

■ Des participants à une conférence sur la position américaine vis-à-vis de la Glorieuse révolution nationale, ont mis l'accent sur le «tournant décisif» qu'avait constitué le discours, en 1957, du sénateur et futur président démocrate de l'époque, John Fitzgerald Kennedy.

Par Salim N.

John Kennedy était «une personnalité exceptionnelle et un brave homme qui croyait vraiment en la liberté», a affirmé le président de l'Association des anciens du Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG), également moudjahid et ancien ministre, Dahou Ould Kablia, ajoutant que Kennedy «a su, par son discours en 1957 devant le Sénat américain, faire l'histoire du monde et de son pays en contribuant à l'évolution de la cause algérienne et à son internationalisation».

Et de préciser que le discours de Kennedy dans lequel il a insisté sur le droit du peuple algérien à l'indépendance «a contribué largement à dévier le cours des événements en affaiblissant la position de la France devant les pays du monde».

A signaler que Kennedy avait averti, avant la tenue de l'Assemblée générale de l'ONU, que son pays pourrait recourir à une alliance internationale en

soutien à la révolution algérienne si la communauté internationale restait immobile face à la colonisation française de l'Algérie.

«Ces importantes mutations dans la politique américaine ont déstabilisé la France, notamment après le succès réalisé par le Front de libération nationale (FLN) au niveau international», précise M. Ould Kablia.

M. Ould Kablia a souligné que le sénateur John Kennedy a maintenu sa position après son élection en tant que président des Etats-Unis en 1960, et avait félicité le peuple algérien après son indépendance en 1962. Il avait reçu l'ancien président Ahmed Ben Bella à la Maison-Blanche.

Pour sa part, le directeur du service de documentation et de recherche au Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG) à l'époque, le diplomate Ahmed Kheladi, a noté que le discours de John Kennedy a secoué la France et le monde entier, en affirmant que «la Révolution algérienne triomphera tôt ou tard». Il a ajouté que

l'Algérie n'avait pas adopté une position vis-à-vis de la guerre froide qui opposait à l'époque les Etats Unis et l'Union soviétique, car tout son intérêt était focalisé sur un seul et unique objectif : l'indépendance, néanmoins les propos de Kennedy étaient d'un grand appui pour le Front de libération nationale (FLN).

Il s'agissait d'un tournant décisif dans l'histoire de la Révolution, Charles de Gaulle étant amené à reconsidérer la situation, a-t-il poursuivi.

A cette occasion, M. Kheladi est revenu sur les détails de la visite du président Ben Bella aux Etats-Unis, sa première visite après l'indépendance, arguant qu'elle avait contribué aux rapprochements des relations entre les deux pays.

Pour sa part, le chargé d'information à l'ambassade américaine à Alger, Paul Khaled Wolfsberg, a affirmé que Kennedy «défendait l'indépendance de l'Algérie et le droit des Algériens à la liberté», citant «ces célèbres propos tenus en 1957».

La conférence s'est tenue en



présence de moudjahidine, d'historiens et de l'ambassadeur sahraoui Abdelkader Taleb Omar, qui a rendu hommage aux héros de la Révolution algérienne qui avaient réussi à changer la position américaine, ajoutant que «l'Algérie continue à défendre les mêmes positions et à soutenir les démarches pour

l'indépendance».

«La question du Sahara occidental est un exemple de la volonté de libération et de l'intransigeance coloniale, bien qu'il demeure clair conformément à la légalité internationale qu'il s'agit d'une question de décolonisation».

S. N.

## Projets AADL

### Zitouni appelle à plus de rigueur à l'encontre des maîtres d'œuvre «défaillants»

Le directeur général de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a demandé, samedi, à ses directeurs régionaux de faire preuve de rigueur à l'adresse des maîtres d'œuvre «défaillants» qui ne respectent pas les termes du contrat ou les délais de livraison des logements.

Selon un communiqué de l'AADL, M. Zitouni a adressé des instructions aux directeurs régionaux, à l'effet de «ne pas être indulgents avec les maîtres d'œuvre défaillants, en cas de leur manquement aux termes du contrat ou aux délais de livraison des logements».

Le premier responsable de l'AADL a mis l'accent, dans le même contexte, sur la nécessité d'«accélérer les travaux et de rattraper le retard, avec intensification et suivi périodique de leur déroulement et l'inspection de la qualité de la construction», en coordination avec les services de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) et les bureaux d'études.

Le DG de l'AADL a donné ces instructions lors d'une réunion de coordination, sous sa conduite et en présence du directeur général adjoint chargé du suivi des projets, du directeur général adjoint chargé

de la souscription et de la commercialisation, de la directrice du financement des projets de type location-vente, du directeur de la mise en œuvre des opérations, du directeur des marchés, du directeur des études à l'AADL, ainsi que des directeurs régionaux de l'AADL d'Annaba, d'Alger-Est, d'Alger-Ouest, de Tiaret, de Ouargla, de Sétif et de Constantine.

Selon la même source, M. Zitouni a écouté, lors de cette réunion qui intervient en exécution des orientations du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belarbi, un exposé détaillé présenté par le DG adjoint

chargé de la souscription et de la commercialisation et un autre exposé présenté par les directeurs régionaux de l'AADL, sur la souscription et l'avancement des travaux dans les projets qu'ils supervisent.

Après avoir écouté ces exposés, M. Zitouni a insisté sur «la nécessité de coordonner davantage entre les directions relevant de l'AADL», dont la filiale de la gestion immobilière, et d'obliger les entreprises de réalisation à lever les réserves qui pourront être relevées à l'intérieur des cités réceptionnées récemment.

Hani D.

## Oto-rhino-laryngologie

### Nécessité de développer les compétences et le diagnostic en la matière

Des médecins spécialistes dans les maladies et la chirurgie liée à la sphère ORL (Oto-rhino-laryngologie) ont insisté, samedi à Tébessa, au cours d'une journée d'étude régionale, sur l'importance de développer les compétences acquises et de promouvoir les procédés de diagnostic et de chirurgie dans cette spécialité pour une meilleure prise en charge des malades.

Les intervenants au cours de cette journée organisée à la salle de conférences chahid Abad-Zine, au chef-lieu de wilaya, ont précisé que cette spécialité

«connaît, depuis plusieurs années, une évolution remarquable du point de vue du diagnostic et en matière d'interventions chirurgicales, obligeant les médecins spécialistes à être au diapason de cette évolution, surtout après le développement des nouvelles techniques adoptées lors des interventions chirurgicales». Le secrétaire général de l'Association algérienne de médecine ORL, Adel Chibani, a indiqué, dans ce contexte, que l'organisation de cette journée a pour objectif principal de faire connaître les évolutions réalisées dans ce

domaine et d'en bénéficier en matière de diagnostic et d'opérations chirurgicales. Ces évolutions technologiques permettent l'amélioration des services médicaux offerts aux malades et des conditions de prise en charge, a ajouté le même spécialiste, faisant état de l'ouverture dans la wilaya de Tébessa de la première clinique privée spécialisée en ORL et dotée d'équipement médical de pointe devant permettre aux malades d'éviter le déplacement vers d'autres wilayas pour effectuer des opérations chirurgicales délicates (microchirurgie). Pour sa part, le

spécialiste et président de l'association de wilaya de formation continue des médecins, Nacer Azizi, a indiqué que ces rencontres s'inscrivent dans le cadre du plan annuel de l'association, élaboré en collaboration avec la Direction de la santé, visant la relance des activités de santé dans cette wilaya frontalière, l'actualisation et l'enrichissement de la cartographie de santé et la promotion du service public. La rencontre a été marquée par des débats autour de plusieurs thèmes, notamment les maladies de la thyroïde et les moyens de diagnostic et

de prise en charge des malades, ainsi que le déficit auditif et les équipements modernes utilisés dans ce domaine. Ont pris part à cette rencontre, une trentaine de médecins spécialistes en ORL venus de 13 wilayas de l'Est du pays, dont Annaba, Constantine, Oum El Bouaghi, Batna, Souk-Ahras et El Tarf. La clôture de ce rendez-vous médical a été marquée par la lecture d'une série de recommandations visant essentiellement le développement de cette spécialité médicale.

Younès F.

Spectacle de flamenco à l'Opéra d'Alger

# «A Tierra» chaleureusement applaudi

■ Un spectacle de musique flamenco intitulé «A Tierra» (Vers la terre) était présenté samedi soir à Alger par la Fondation espagnole «Casa Patas». Ce sont les danseurs Sara Nieto et Norberto Chamiza, accompagnés par le guitariste José Hernandez, le chanteur Pablo Cliva et Epi Pacheco à la percussion, qui ont assuré le show à l'Opéra d'Alger.



Par Abla selles

Le spectacle «A Tierra» de Sara Nieto, de près de 90 mn, était une occasion pour présenter une dizaine de pièces tirées essentiellement du terroir de la musique gitane d'Espagne.

Danseurs professionnels incontestés, Sara Nieto et Norberto Chamiza ont exécuté

une belle chorégraphie, exprimée avec fermeté par le claquement des pieds (zapateado) et des mains (palmas), et appuyée par Epi Pacheco au cajon et autres percussions, qui a exploité les intervalles entre les temps de chaque mesure rythmique dans leurs moindres espaces.

Renvoyant à l'univers magique des gitans, Pablo Cliva à la voix rauque, présente et

étouffée, a séduit l'assistance, alimentant la fermeté du pas et du regard, la grâce du geste précis et l'élégance du mouvement sur des cadences irrégulières.

Les pièces «Farruca», «Buleria Musical», «Soleà por Bulerias», «Tangos Musical», «Fragua con Bastón», «Guajira» et «Algeria Con Bata de Cola»,

ont constitué l'essentiel du répertoire brillamment présenté par le «quintet», sous la direction artistique de Sara Nieto.

Les sonorités des cordes piquées et les accords renversés de la guitare de José Hernandez caractérisant le genre flamenco, ont été renforcés par les dissonances harmoniques et les envolées phrasiques de l'artiste, donnant un champ d'expression plus contemporain, ouvert sur l'ensemble du bassin méditerranéen, à une musique représentative d'un genre autochtone.

En présence de l'ambassadeur d'Espagne, Fernando Moran Calvo-Sotelo et de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger invités à assister à ce spectacle prolifique, le public, applaudissant longtemps les artistes, a savouré le spectacle dans l'allégresse et la volupté.

«A Tierra», concert au genre musical introspectif, a mêlé, sous un éclairage feutré, les caractères nostalgiques du flamenco aux cadences irrégulières binaires et ternaires empreintes de jazz et de rythmes sud-américains, permettant la rencontre judicieuse sur une même partition, d'un contenu authentique avec des formes des plus modernes.

Sara Nieto, s'adressant au public à l'issue de la représentation, a exprimé son «bonheur de se produire devant le public algérois».

Racontant, entre autres, le pays, la terre, la vie, l'amour, la nostalgie, l'exil, la séparation et la mélancolie, le flamenco est un chef-d'œuvre du patrimoine immatériel de l'humanité, classé depuis 2010 par l'Organisation des Nations unies pour l'éduca-

tion, la science et la culture (Unesco).

Attendu dès hier et jusqu'à demain, à Oran, Constantine et Annaba, le spectacle de musique flamenco «A Tierra» est organisé par l'ambassade d'Espagne en Algérie et les Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts.

A. S.

Plateforme des films de Sharjah

## Le court métrage «Je me suis mordue la langue» primé

Le court métrage documentaire «Je me suis mordue la langue», dernière œuvre de la réalisatrice franco-algérienne Nina Khada, a décroché récemment une «mention spéciale honorable» du jury de la 4<sup>e</sup> Plateforme des films de Sharjah (Emirats arabes unis), annoncent les organisateurs.

Sorti en 2020, ce documentaire d'une durée de 25 mn est une véritable quête identitaire qui relate l'histoire d'une jeune Algérienne, ayant vécu toute sa vie en France, qui dit avoir perdu la langue de sa grand-mère et n'arrive pas à s'exprimer en arabe dialectal. S'accrochant à de lointains souvenirs de ses grands-parents et de leur langue dialectale, elle prend les rues de Tunis comme substitut du pays de ses ancêtres pour tenter d'y retrouver une part de son identité et parle de son problème aux passants qu'elle filme. Une vieille dame lui recommande de retourner en Algérie et qu'une langue ça ne s'oublie pas, des enfants lui conseillent de parler aux gens dans la rue pour réapprendre, alors que d'autres lui suggèrent plus simplement de chanter.

Au détour de chacune de ses rencontres, Nina Khada propose des plans urbains nocturnes intéressants des quartiers populaires de la capitale tunisienne et pose parfois sa voix pour se confier le long d'un voyage en train de nuit dans la banlieue ou en bord de mer. «Je me suis mordue la langue» a déjà pris part à une quinzaine d'événements cinématographiques internationaux, en plus d'avoir décroché, en octobre dernier, le «Poulain d'argent du court métrage documentaire» du 27<sup>e</sup> Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco).

Fondé en 2018, le Sharjah Film Platform (SFP) est un festival annuel organisé par la Sharjah Art Foundation pour promouvoir les productions de jeunes cinéastes et développer l'industrie cinématographique locale.

F. H.

Cinq ans après sa disparition

## Mohamed Tahar Fergani incarne toujours l'âme du malouf

Il y a cinq ans, disparaissait un monument de la culture algérienne et un repère incontestable de la musique andalouse, Mohamed Tahar Fergani, qui a gravé son nom en lettres d'or dans le patrimoine du malouf et dans les cœurs des mélomanes après toute une vie dédiée à cet art.

Si le nom de Fergani est chevillé à l'histoire contemporaine de la ville de Constantine et à sa culture à travers le malouf, le chant des fkirattes et la broderie, Mohamed Tahar Fergani constitue l'identité sonore de cette ville et de son vieux centre historique à la richesse culturelle recon-

nue. «El Hadj», comme l'ont surnommé ses fans, constitue également une référence musicale

et une école suivie par des centaines de jeunes interprètes et musiciens, même s'il n'a jamais enseigné la musique de manière conventionnelle, mais ses orchestres ont constitué, en plus de l'enseignement de Kaddour Darsouni (1927-2020) au conservatoire, les plus prestigieuses classes du malouf.

Son fils Salim, qui est le premier dépositaire de son savoir, évoque un homme humble, serviable et généreux, mais surtout un chef d'orchestre qui dirigeait son ensemble «avec une oreille musicale très raffinée qui écoutait attentivement et corrigait chaque instrument aux premiers réglages».

L'art de Mohamed Tahar Fergani, hérité de son père Hamou, rayonne également sur

les autres écoles andalouses d'Algérie comme en témoigne Karim Boughazi, interprète de l'école Gharnati de Tlemcen, qui dit avoir été «influencé par son art et sa façon de chanter, même en étant d'une école différente».

A Tlemcen, on lui reconnaît également sa modestie et l'importance de son legs, estime Nacer Ghafour, qui voit en lui «une grande école animée aujourd'hui par tous ceux qui ont appris auprès de lui comme son fils Salim, qui enseigne la musique en France, et son petit-fils Adlène qui reprend le flambeau sur scène».

Autre interprète du malouf les plus en vue depuis quelques années, Abbas Righi, rend hommage à «une légende

et une personnalité à la dimension internationale qui a marqué son époque, laissant son nom dans l'histoire du malouf et du patrimoine algérien de manière éternelle».

Il confie également que Mohamed Tahar Fergani reste son idole et une «référence pour les jeunes actuels et même ceux des années 1970 et 1980».

Malgré le bouillonnement de la scène artistique dans le malouf, le vide laissé par Mohamed Tahar Fergani reste «difficile à combler» aux yeux du musicologue Noureddine Saoudi qui relève chez l'artiste «des prédispositions vocales naturelles hors du commun» et un «savoir patrimonial musical très riche».

L. B.



## Éthiopie

# La guerre entre dans une phase d'incertitude

■ L'armée éthiopienne a affirmé cette semaine avoir repris le contrôle de territoires récemment tombés aux mains des rebelles tigréens, semblant consacrer la stratégie du Premier ministre, Abiy Ahmed, de rejoindre les soldats au front pour y conduire lui-même les combats.

Par Mourad M.

**P**ourtant, la façon dont le gouvernement a remporté ses victoires et ce qu'elles signifient concrètement dans la guerre qui dure depuis plus d'un an demeurent des sujets de débats, à un moment où le conflit entre dans une nouvelle phase incertaine.

Il y a tout juste un mois, les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (TPLF) menaçaient Addis-Abeba, après avoir pris le contrôle de Dessie et de Kombolcha, villes stratégiques situées sur une autoroute reliant la capitale au nord du pays et à Djibouti.

Les rebelles affirmaient avoir atteint Shewa Robit, à 220 km au nord-est d'Addis-Abeba.

Mais après qu'Abiy Ahmed a assuré la semaine dernière qu'il dirigerait désormais les opérations sur le terrain, le gouvernement a annoncé une série de victoires et les rebelles ont reconnu

avoir modifié leur stratégie.

Les médias d'État lui ont emboîté le pas avec une couverture triomphaliste. «L'ennemi est détruit, désintégré», a déclaré jeudi l'Ethiopian Broadcasting Corporation, citant M. Abiy.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement peut prétendre «avoir la main» dans des domaines spécifiques, a estimé Awet Weldemichael, un expert en sécurité de la Corne de l'Afrique à l'Université Queen's au Canada.

«Seul le temps nous dira si cela peut se traduire par une supériorité dans la guerre», a-t-il ajouté.

Selon l'ONU, la guerre en Éthiopie a déjà fait plusieurs milliers de morts, plus de deux millions de déplacés et plongé des centaines de milliers d'autres personnes dans des conditions proches de la famine depuis que le conflit a éclaté en novembre 2020.

Le Premier ministre Abiy Ahmed avait alors envoyé des troupes dans la région du Tigré, la plus septentrionale, pour renverser le TPLF en réponse, selon lui, aux attaques des rebelles contre les camps de l'armée.

Les insurgés ont effectué un retour en force en reprenant la majeure partie du Tigré en juin, avant de rejoindre les régions voisines d'Amhara et d'Afar. Le conflit a pris un nouveau tournant il y a un mois, lorsque le TPLF a affirmé avoir capturé Dessie et Kombolcha.

La marche des rebelles vers Addis-Abeba a déclenché une série d'ambassades ont exhorté leurs citoyens à quitter l'Éthiopie dès que possible.

«Je ne sais pas si nous devons parler d'avancée», a déclaré à l'AFP un responsable occidental à la mi-novembre.

«Il n'y a pas une énorme colonne de blindés se dirigeant sur Addis. C'est plus complexe que cela. Il y a des fantassins qui vont dans les montagnes, ils tirent et encerclent certaines zones mais ne semblent pas contrôler complètement les villes et villages», a-t-il détaillé.

Le TPLF n'a également jamais explicitement déclaré qu'il souhaitait entrer dans la capitale, refusant simplement d'exclure une telle décision.

Alors que les efforts diplomatiques semblaient marquer le pas, le gouvernement a d'abord revendiqué la reconquête de villes d'Alfar, puis mercredi de celle de Lalibela, un site classé au patrimoine mondial par l'Unesco, qui était tombée aux



Ph. > D. R.

mains du TPLF en août.

Vendredi, les médias officiels ont annoncé que les villes situées sur la route allant au nord vers Dessie et Kombolcha avaient été «libérées».

Ces nouvelles pourraient être le signe que les forces gouvernementales, ainsi que des milliers de nouvelles recrues qui se sont enrôlées ces derniers mois, sont plus combatives qu'il n'y paraissait.

«J'ai été assez surpris par la dernière contre-offensive du gouvernement», a reconnu Mehdi Labzae, un sociologue qui étudie les questions foncières et la mobilisation en Éthiopie.

«J'ai vu toutes les personnes qui ont été mobilisées (...) mais je pensais qu'elles n'étaient pas formées et qu'elles seraient rapidement détruites», a-t-il ajouté.

«Au combat, on sait qu'il y aura des ajustements et des replis limités ainsi que des avancées significatives», a déclaré le

chef militaire du TPLF, Tadesse Worede, dans une interview diffusée vendredi.

«Pour réduire les problèmes et les vulnérabilités dans certaines zones que nous avons atteintes, nous avons décidé de quitter volontairement certains de ces endroits», a-t-il ajouté.

«Pourquoi les rebelles du TPLF feraient-ils demi-tour maintenant ?», s'est interrogé Mehdi Labzae. «Cela signifie qu'il y a quelque chose qui les inquiète ou quelque chose qui ne va pas bien pour eux».

Une possibilité, souligne Awet Weldemichael de l'Université Queen's, est que la puissance aérienne supérieure du gouvernement a inversé la tendance sur le terrain, du moins pour l'instant.

«Les drones auraient joué un rôle décisif dans les combats actifs, dont nous ne savons pas encore toute l'étendue», estime-t-il.

M. M.



## Commentaire

Changements

Par Fouzia Mahmoudi

**L**a politique fantasmée d'un candidat en campagne pour une élection présidentielle et celle d'un chef d'État en exercice sont deux choses bien distinctes. Cela est démontré chaque jour depuis presque une année maintenant par Joe Biden, qui après avoir honni les décisions politiques prises par Donald Trump durant son mandat se voit aujourd'hui contraint de prendre les mêmes. Cela est notamment, mais pas seulement, le cas dans le domaine migratoire où plusieurs des mesures décriées par Biden et son équipe il y a quelques années sont aujourd'hui réactivées. En effet, Mexico et Washington vont réactiver partiellement des mesures mises en place sous l'administration de l'ex-président américain Donald Trump en vertu desquelles les migrants doivent attendre au Mexique la réponse à leur demande d'asile aux États-Unis, ont annoncé jeudi les deux pays. Sous la présidence du républicain Donald Trump (2017-2021), des dizaines de milliers de migrants, principalement originaires d'Amérique centrale, avaient été renvoyés à la frontière mexicaine pour attendre l'issue de leur demande d'asile déposée aux États-Unis. A son arrivée au pouvoir, le président démocrate Joe Biden avait promis pourtant de grands changements en évoquant une politique migratoire plus humaine et avait lancé le démantèlement de ce programme, connu sous le nom de Protocole de protection des migrants (MPP). Mais en août dernier, la Cour suprême a infligé un revers à l'administration démocrate et jugé que le programme devait être maintenu. Les mesures seront remises en place à partir de cette semaine, a ainsi annoncé le département de la Sécurité intérieure (DHS). «Le DHS sera prêt à remettre en œuvre le MPP dès que le gouvernement mexicain aura pris la décision finale et indépendante d'accepter le retour des personnes inscrites au programme, sous réserve de certaines améliorations humanitaires», a-t-il fait savoir. «Le Mexique a décidé, pour des raisons humanitaires et à titre temporaire, de ne pas renvoyer dans leur pays certains migrants qui ont un rendez-vous pour une audience devant un juge américain de l'immigration pour demander l'asile», a indiqué le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué. Malgré sa relance, la Maison-Blanche tente de sauver la face en réaffirmant ses critiques sur ce programme. «Le président continue de croire que le PPM présente des défauts endémiques, qu'il impose des coûts humains injustifiables et qu'il détourne des ressources et du personnel d'autres efforts prioritaires», a déclaré Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche. La réalité a ainsi rattrapé les dirigeants démocrates qui, face à la situation migratoire, doivent appliquer les mêmes mesures que celles qu'ils avaient promis de suspendre pour toujours en occultant les faits. Mais les faits sont têtus et sont revenus les frapper comme un boomerang. Au final, Biden et son administration semblent aujourd'hui mener un mandat dans la continuité de celui de Donald Trump, que ce soit sur le plan de la politique étrangère ou encore intérieure, offrant de parfaites munitions à ce dernier pour sa possible campagne présidentielle en 2024.

F. M.

## Afghanistan

### Washington et ses alliés s'inquiètent d'«exécutions sommaires» d'ex-policiers par les talibans

**L**es États-Unis et leurs alliés occidentaux se sont dits «préoccupés» samedi par les «exécutions sommaires» d'anciens membres des forces de sécurité afghanes par le régime taliban, révélées par des organisations de défense des droits humains, et ont demandé l'ouverture rapide d'enquêtes.

«Nous sommes profondément préoccupés par les informations faisant état d'exécutions sommaires et de disparitions forcées d'anciens membres des forces de sécurité afghanes, comme l'ont documenté Human Rights Watch et d'autres», assurent une vingtaine de pays, dont la Grande-Bretagne et le Japon, ainsi que l'Union européenne dans un communiqué publié par le département d'État américain.

«Nous soulignons que les actions présumées constituent de graves violations des droits humains et contreviennent à l'amnistie annoncée par les talibans», a déclaré le groupe d'alliés, appelant, par ailleurs, les

nouveaux dirigeants afghans à garantir que l'amnistie soit appliquée et «maintenue dans tout le pays et dans tous leurs rangs».

Cette semaine, l'ONG Human Rights Watch avait publié un rapport qui, selon elle, documente «des meurtres ou des disparitions dont ont été victimes 47 anciens membres des Forces nationales de sécurité afghanes qui se sont rendus ou étaient détenus par les forces talibanes entre le 15 août et le 31 octobre».

«Parmi les victimes figurent des membres du personnel militaire, des policiers, des agents des services de renseignement et des miliciens», précisait HRW.

Pour Washington et ses alliés, «les cas signalés doivent faire l'objet d'enquêtes rapides et transparentes, les responsables doivent pouvoir rendre des comptes et ces étapes doivent être clairement annoncées pour agir comme moyen de dissuasion immédiat de nouveaux meurtres et disparitions».

«Nous continuerons de juger

les talibans sur leurs actes», ont-ils aussi rappelé.

Outre les États-Unis et l'Union européenne, les signataires du communiqué sont l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Japon, la Macédoine du Nord, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et l'Ukraine.

Les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan en août, alors que le gouvernement soutenu par les États-Unis à Kaboul et l'armée du pays s'effondraient.

Leur retour aux commandes du pays est survenu 20 ans après qu'ils en ont été chassés par les forces américaines mettant fin à leur régime fondamentaliste, leur valant l'opprobre international en raison notamment du traitement brutal des femmes, de l'irrespect des droits humains et de l'interprétation rigoriste de l'islam.





Ligue 2 (7<sup>e</sup> journée)

## Le RCK et le MC El Bayadh s'envolent, l'USMK et JS Bordj Ménaïel nouveaux leaders

Les deux co-leaders du groupe Centre-Ouest, le RC Kouba et le MC El Bayadh, vainqueurs respectivement devant le CR Témouchent et l'ASM Oran sur le même score de 1 à 0, ont creusé l'écart sur leurs poursuivants à l'occasion de la 7<sup>e</sup> journée de la Ligue 2 de football disputée samedi, alors que l'USM Khenchela et JS Bordj Ménaïel ont pris la tête du groupe Centre-Est, profitant des mauvais pas de l'USM Annaba et du NRB Téliaghma. Dans le groupe Centre-Ouest, le RC Kouba, toujours invaincu, a renoué avec la victoire après le match nul concédé lors de la précédente journée face au WA Boufarik (0-0), en s'imposant devant le CR Témouchent (1-0) sur une nouvelle réalisation de l'attaquant fétiche du Raed, Sid Ali Yahia-Chérif, qui compte désormais 4 buts. De son côté, le MC El Bayadh, également invaincu, a enchaîné avec une nouvelle victoire devant l'ASM Oran (1-0). A la faveur de leurs succès, le RC Kouba et le MC El Bayadh (1<sup>er</sup> - 19 points) ont creusé l'écart sur leurs poursuivants directs, dont le GS Mascara (3<sup>e</sup> - 11 pts) battu par le MCB Oued Sly (2-1) et le MC Saïda, tenu en échec à domicile par l'USM Bel-Abbès (2-2). Cette 7<sup>e</sup> journée a également été marquée par la victoire en déplacement de l'USMM Hadjout devant le CRB Ain Ouessera (1-0). Ce précieux succès permet aux Hadjoutis de

rejoindre leur adversaire du jour et le CR Témouchent à la 5<sup>e</sup> place avec 10 points. Dans le bas du classement, l'ES Ben Aknoun s'est largement imposée devant le SKAF El Khemis (6-0), alors que le match mettant aux prises le SC Ain Defla à l'USM El Harrach n'a pas été disputé. Dans le groupe Centre-Est, l'USM Khenchela et JS Bordj Ménaïel, vainqueurs respectivement devant l'AS Ain M'lila (1-0) et l'US Chaouia (2-1), ont pris la tête du classement, profitant du semi-échec des ex-co-leader, l'USM Annaba et le NRB Téliaghma devant le MO Béjaïa (0-0) et le CA Batna (1-1). L'autre bénéficiaire de cette journée est l'IRB Ouargla (12 pts), qui remonte à la 5<sup>e</sup> place grâce à son large succès devant la JSM Béjaïa (3-0), et passe devant l'US Chaouia, l'AS Ain M'lila et le CA Batna, sixièmes avec 11 points. De son côté, HAMR Annaba a battu le CA Bordj Bou Arréridj (4-0) et se hisse au neuvième rang, occupé conjointement par les deux clubs de Béjaïa, la JSMB et le MOB, avec un total de 8 points. Dans le bas de tableau, le MO Constantine a décroché sa première victoire de la saison en allant s'imposer face à l'IB Lakhadaria (2-1), alors que le MC El Eulma a battu la JSM Skikda (2-1). La 8<sup>e</sup> journée de Ligue 2 se jouera samedi 11 décembre, selon le programme publié par la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

Championnat d'Afrique de Karaté (2<sup>e</sup> journée)

## Zahra Hamachi (kumité) et Lamis Guessoum (kumité) sacrées

La sélection algérienne de karaté a décroché quatre nouvelles médailles, dont deux en or remportées par Zahra Hamachi (kumité, -59 kg juniors) et Lamis Guessoum (kumité, -47 kg cadettes), à l'issue des finales de la 2<sup>e</sup> journée des Championnats d'Afrique toutes catégories, disputées samedi au Caire (Egypte). C'est la deuxième médaille de Lamis Guessoum dans cette compétition, après celle en argent obtenue vendredi en kata individuel. Les deux autres médailles en argent ont été remportées par Kenza Yahiaoui (kumité, -59 kg juniors) et Nizar Achouri (kumité, -68 kg juniors). Avec ces quatre nouvelles breloques, l'Algérie porte son total à 18 médailles (2 or, 5 argent, 11 bronze). Les trois autres médailles d'argent ont été remportées par Lamis Guessoum (kata individuel - cadettes), Youcef Ziad (kata individuel - juniors) et l'équipe de kata juniors composée de Harigua, Loucif et Ziad, alors que celles en bronze ont été l'œuvre de Abdelhakim Haoua (kata individuel - seniors), Ouassama Ziad (kumité, -84 kg seniors), Chaima Midi (kumité, -61 kg seniors), Riyane Dilmi (kumité, -68 kg seniors), Mohamed

Lamine Guendouzi (kumité, -55 kg juniors), Mohamed Saadi (kumité, -61 kg juniors), Smail Rahmani (kumité, -76 kg juniors), Mohamed Loucif (kata individuel - cadet), Rawan Boudraa (kumité, -54 kg cadettes), Ramzi Bouhambali (kumité, -57 kg cadets) et Louail Saadi (kumité, -70 kg cadets).

## Coupe arabe Fifa-2021 (Groupe D/2<sup>e</sup> journée)

# Les Verts en ballotage avec l'Egypte

■ L'équipe nationale de football est donc passée en compagnie de l'Egypte au deuxième tour de la Coupe arabe des Nations qui se joue au Qatar.



L'EN espère l'emporter pour passer

Par Mahfoud M.

**L**EN, avec le succès des Pharaons face au Soudan, dispose du même nombre de points, à savoir six, et même le goal-average est identique, +6 en l'occurrence. Comment départagera-t-on les deux équipes pour désigner le leader de ce groupe D qui aura l'avantage de jouer avec le second du groupe C ? Il faut dire d'abord que cette situation était prévisible, étant donné que les deux nations étaient les principaux favoris du groupe pour la qualification au prochain tour. Ce sont deux grandes équipes africaines qui ont l'habitude de jouer les premiers rôles dans la

majorité des cas où elles sont parties prenantes d'une compétition continentale ou régionale, comme pour cette Coupe arabe. Une chose est sûre, les deux équipes se donneront à fond pour prendre cette première place qui leur permettra d'éviter le premier de l'autre groupe. Toutefois, et au cas où les deux équipes se trouveront à égalité, elles seront d'abord départagées suivant la meilleure différence de buts, puis le plus grand nombre de buts. Si les deux équipes restent à égalité, sur la base des deux critères susmentionnés, les organisateurs auront recours au plus grand nombre de points obtenus entre les équipes concernées, la meilleure diffé-

rence de buts entre les équipes concernées et le plus grand nombre de buts marqués entre les équipes concernées. Il y aura également le critère disciplinaire, suivant le barème négatif : 1 point pour un avertissement non suivi d'une expulsion, 3 points pour le second avertissement dans un même match entraînant une expulsion, 4 points pour une expulsion directe, 5 points pour un avertissement suivi plus tard d'une expulsion directe. Si avec tout cela le départage n'est pas possible, il sera procédé à un tirage au sort, comme ultime recours. Les quarts de finale auront lieu samedi prochain (11 décembre).

M. M.

Ligue 1 algérienne (6<sup>e</sup> journée)

## Le CRB et l'ESS lentement mais sûrement

**L**a 2<sup>e</sup> partie de la Ligue 1 algérienne de football jouée samedi a vu le champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad et son dauphin, l'ES Sétif, faire le plein de points, alors que l'USM Alger, en voyage à l'Est, s'est contentée du point du nul, permettant ainsi à l'Olympique de Médéa qui a joué vendredi de conserver provisoirement sa place de leader. Le derby algérois CRB-NAHD, âprement disputé, s'est terminé à l'avantage des «Rouge et Blanc» (1-0) sur une réalisation du capitaine Nessakh (60'), permettant à son équipe de revenir progressivement dans le haut du tableau, alors que les «Sang et Or» ont concédé leur 1<sup>er</sup> défaite de la saison. L'autre grand bénéficiaire de la journée est l'ES Sétif, vainqueur en déplacement chez son voisin le NC Magra (2-0). Kendouci (70') et Motrani (75) ont scellé en cinq minutes le sort du match, enfonçant davantage les locaux dans la crise avec un petit point en 6 journées, et concédant du coup leur 5<sup>e</sup> défaite de rang. Avec cette victoire, les camarades de Djabou voient la vie en

rose en se plaçant dans une excellente position d'attente (7<sup>e</sup>) à 3 longueurs seulement du leader. L'USM Alger, en déplacement chez le HB Chelghoum-Laid, s'est contentée d'un nul blanc. Un score qui n'arrange nullement les affaires des deux formations. Les Usmistes ont raté l'aubaine de rejoindre l'OM en tête du classement, alors que le HBCL (2 pts), accroché à domicile, est toujours à la recherche de son premier succès de la saison. Le dernier match du second acte, MC Oran-RC Arbaa, s'est achevé sur un nul (1-1), au grand dam des «Hamraoua» qui portaient pourtant largement favoris et visaient une seconde victoire après celle acquise lors de la 1<sup>re</sup> journée à Constantine face au CSC (1-0). Les hommes du nouveau coach, le Tunisien Moez Bouakaz, ont éprouvé d'énormes difficultés pour contenir une vaillante équipe du RC Arbaa qui a réussi l'exploit d'ouvrir le score à la 79<sup>e</sup> minute par Ouassama Kismoune. Mais les Oranais ont pu revenir au score par leur buteur maison, Djabout (83'), sans parvenir, toutefois, à remporter le match, devant le

nouveau promu qui arrache un second nul à l'extérieur après celui de Tizi-Ouzou (1-1). Le 1<sup>er</sup> acte de cette 6<sup>e</sup> journée a débuté vendredi et a permis à la formation de Médéa de s'emparer de la 1<sup>re</sup> place, à la faveur de sa belle victoire en déplacement chez le WA Tlemcen (2-0), une victoire signée Baâli (34') et Lakroum sur pénalty à la 37'. En revanche, le WAT réalise une mauvaise opération après cette nouvelle défaite à domicile et occupe la 17<sup>e</sup> place avec seulement trois points au compteur, soit en plein zone de turbulence. Dans l'autre match, disputé vendredi, en ouverture de la sixième journée, le CS Constantine a ramené un bon résultat nul de son déplacement chez le RC Relizane (1-1). Ce nul permet aux Sanafir de se hisser à la 5<sup>e</sup> place du classement général avec 11 points, alors que le RCR reste 12<sup>e</sup> avec seulement cinq unités au compteur. Trois matchs, à savoir : ASO Chlef - JS Saoura, MC Alger - Paradou AC et JS Kabylie - US Biskra, ont été reportés pour diverses raisons.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen

## Festival international de la miniature et de l'enluminure le 16 décembre

La onzième édition du Festival international de la miniature et de l'enluminure de Tlemcen se tiendra au Palais de la culture d'Imama du 16 au 19 décembre courant, a-t-on appris, hier, auprès du commissariat de cette manifestation artistique internationale. La nouvelle édition du festival verra la participation d'artistes algériens (une quarantaine) et de plusieurs pays étrangers, dont notamment l'Égypte, l'Inde, la Jordanie, les États-Unis d'Amérique, la Mauritanie et la Turquie, a précisé le commissaire de la manifestation, Samia Kadrine. La participation étrangère a été réduite pour cette édition à cause de la pandémie de Covid-19, a-t-elle relevé, ajoutant que la manifestation sera rehaussée par la présence de deux grands artistes, en l'occurrence cheikh Salah Eddine de Turquie en enluminure et l'Indien Youcef Bourri en miniature. La onzième édition verra l'organisation d'une

exposition de plus de 120 tableaux qui vont faire l'objet d'un concours. Les trois premiers seront récompensés, a indiqué Samia Kadrine. Cette manifestation artistique, instituée à Tlemcen après la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» organisée en 2011, verra, en outre, l'organisation d'ateliers de formation encadrés par des experts au profit d'étudiants des Ecoles des beaux-arts. Une rencontre sur la langue arabe sera également organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe, célébrée le 18 décembre de chaque année, a fait savoir la même responsable. Les précédentes éditions du festival international ont enregistré la participation de dizaines d'artistes internationaux de renommée, de Turquie, d'Iran et d'autres pays musulmans et non musulmans, à l'instar de la Chine, du Mexique et de la Mongolie. **Racim C.**

Bouira

## Un mort et cinq blessés dans un accident de la route à Djebahia

Une personne est morte et cinq autres ont été blessées, hier matin, dans un accident de la route survenu sur la pente autoroutière de Djebahia (Ouest de Bouira), selon les services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision entre une voiture touris-

tique et un camion, causant le décès d'un jeune homme de 26 ans et des blessures à cinq autres personnes, âgées entre 25 et 50 ans, a précisé à l'APS le chargé de communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat. **S. G.**

Accidents de la route

## 5 décès et 149 blessés enregistrés en 24 heures

Cinq personnes sont décédées et 149 autres blessées suite à des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique un communiqué de la Protection civile. Les services de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, le décès de deux per-

sonnes, mortes asphyxiées par le gaz de ville. Il s'agit de deux hommes, l'un âgé de 45 ans, décédé à l'intérieur de son domicile à la cité El Malâab, relevant de la commune de Bekkaria, dans la wilaya de Tébessa, et l'autre de 52 ans, issu de la commune de Timizrit à Bejaïa, souligne la même source. **R. N.**

ONU

## Plan mondial pour réduire de moitié le nombre de décès sur les routes d'ici à 2030

Les Nations unies ont mis en place un plan mondial visant à réduire de moitié le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici à 2030.

Les accidents de la route sont encore responsables de 1,3 million de morts et de 50 millions de blessés par an dans le monde. Ce plan, qui constitue un élément-clé de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030, a été examiné vendredi lors d'un événement organisé à l'appui de la réunion de haut niveau sur la sécurité routière mondiale à l'Assemblée générale à New York. Le président de l'Assemblée générale, Abdullah

Shahid, a déclaré lors de l'ouverture de la rencontre, que le monde doit s'attaquer à ce «*fardeau inutile et tragique pour les familles, les communautés et les économies*». «*Les accidents de la route sont entièrement évitables, et notre priorité doit être exactement cela, mettre en œuvre des mesures préventives*», a-t-il poursuivi, soulignant que ce Plan mondial, «*s'il n'est pas mis en œuvre, il n'est rien de plus qu'un plan d'action*». Les accidents de la route sont également la première cause de mortalité des enfants et des jeunes âgés de 5 à 29 ans dans le monde. **Y. N.**

## Quand il pleut chez nous



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Pour fluidifier la circulation

## Lancement de 16 projets dans la capitale

■ Le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, a annoncé, hier, le lancement de seize projets dans la capitale pour fluidifier la circulation.

Par Slim O.

**D**ans une déclaration à Echorouk News, M. Nasri a annoncé le lancement de 16 projets dans les parties ouest, sud et sud-ouest de la capitale, pour fluidifier la circulation, précisant que le délai de réalisation est de 12 mois.

Selon lui, les travaux risquent de durer plus longtemps en raison de la densité du trafic routier qui caractérise la capitale.

Des instructions ont d'ailleurs été données aux maîtres

d'œuvre pour travailler la nuit et éviter ainsi de perturber la circulation, a dit le ministre. M. Nasri a fait savoir que ces projets ne régleront qu'en partie le problème de la congestion urbaine dans la capitale, d'où les autres solutions envisagées par son département de concert avec le secteur des Transports. Il a précisé qu'une étude globale et approfondie sur la circulation dans la capitale avait été réalisée dans ce cadre par les deux départements. Le premier responsable du secteur a également évoqué des solutions pro-

visoires, notamment l'interdiction de la circulation des poids lourds sur le réseau de la capitale la journée. Concernant la Transsaharienne, le ministre a affirmé que ce projet était l'une des priorités de l'État qui tend à le développer, indiquant que des travaux de réhabilitation sont en cours au niveau des tronçons In Salah-Tamanrasset et Tamanrasset-In Guezzam.

Pour le dernier tronçon de 7 km jusqu'à la frontière, les travaux seront lancés dans les prochains jours, a précisé M. Nasri. **S. O.**

Bouira/Saharidj

## Mort d'un septuagénaire suite à une intoxication au monoxyde de carbone

**U**n septuagénaire est décédé hier matin à Saharidj (Est de Bouira), suite à une intoxication au monoxyde de carbone, selon les détails recueillis auprès des services de la Protection civile.

Il s'agit d'un homme âgé de 70 ans, retrouvé mort dans la matinée à son domicile, selon le chargé de communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat.

«*La victime est morte*

*asphyxiée suite à l'inhalation du monoxyde de carbone qui provenait d'un réchaud*», a encore expliqué l'officier Abdat.

L'unité de la Protection civile de M'Chedallah est intervenue pour l'évacuer vers l'hôpital.

En dépit des incessantes campagnes de sensibilisation que mènent les services de la Protection civile, et de la direction de distribution de l'électricité et du gaz à travers les différentes régions de la wilaya, le monoxy-

de de carbone fait toujours des victimes à Bouira. Le mauvais usage du gaz de ville, l'absence d'entretien des appareils de chauffage et le manque d'aération sont à l'origine de 90 % des décès causés par les intoxications au monoxyde de carbone. Ainsi, Bouira enregistre sa première victime pour cette saison hivernale qui connaît un recours intensif à l'utilisation du gaz pour des besoins de chauffage en cette période du froid. **S. O.**

Commerces cambriolés à Staouéli

## Trois suspects arrêtés

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté trois individus suspectés du cambriolage de commerces à Staouéli, a indiqué, samedi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de

la circonscription administrative de Zéralda, ont traité une affaire d'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un vol aggravé, a précisé la même source. Suite au dépôt de plusieurs plaintes faisant état du cambriolage de commerces et de kiosques à Staouéli, les éléments de la brigade de la police

judiciaire ont mené des investigations qui se sont soldées par l'arrestation de trois suspects, a souligné le communiqué.

Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent. **A. M.**